



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article701>

# CONTRIBUTION EE AU CDFN DE MAI 2010

- FSU - CDFN - CDFN Antérieurs -



---

L'École Émancipée

---

# École Émancipée CONTRIBUTION A LA REFLEXION A L'ENTREE DU CDFN MAI 2010

14 mai : un vendredi banal pour les traders du monde entier, pas de panique... La Bourse baisse, elle remontera, les plans de rigueur sont là... 10h00. Les places financières européennes ouvrent en baisse. 10h45. L'euro tombe jusqu'à 1,2424 dollars, son plus bas niveau depuis fin novembre 2008. 12h30. L'or atteint un nouveau sommet historique à Londres à 1.249,40 dollars l'once 15h00. Les ministres des Finances du G7 tiennent une téléconférence de crise 15h30. La Bourse de New York ouvre en baisse. 15h45. La Bourse de Paris accélère sa chute après l'ouverture en nette baisse de Wall Street,. 17h00. La Bourse de Madrid cède plus de 7%. L'euro a perdu plus de 3% en une semaine. 17h40. Paris clôture en très forte baisse, idem pour Madrid, Milan, Londres, Francfort 18h30. La Bourse de Lisbonne chute de 4,27%, New York continue de creuser ses pertes... Ce sont les mêmes qui après avoir approuvé les plans de rigueurs annoncés par les Etats font chuter la bourse devant les conséquences de ces mêmes mesures sur la relance économique.. Un yoyo qui permet aux spéculateurs de s'enrichir encore et encore sur le dos des salariés, des citoyens. Dictature des marchés, spéculations sur les états... Est-ce ainsi que les hommes peuvent vivre ?

Non, ce n'est pas un « plan de rigueur » que le gouvernement français a engagé pour résorber les déficits publics, a osé déclarer F. Fillon. Mais comment qualifier autrement le gel des dépenses de l'Etat sur trois ans, une baisse de 10% des dépenses de fonctionnement et cinq milliards d'euros d'économies sur les « niches fiscales » (mais sans toucher au fameux bouclier qui protège si bien les vraiment riches...) ? Outre l'annulation des cadeaux fiscaux accumulés, on pourrait pourtant imaginer faire payer les responsables de la crise sous forme d'une surtaxe sur les profits bancaires, d'autant qu'ils se font en partie sur la dette publique...et sur le dos des salariés. Après les mesures d'austérité appliquées à la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Roumanie, la CES, sans avancer sur la construction d'une mobilisation européenne, a cependant demandé la convocation en urgence d'un Sommet social Tripartite, John Monks dénonçant même « les conditions de l'UE dures et déflationnistes qui vont provoquer des augmentations du chômage ainsi que des tensions sociales » et risquer de plonger l'Europe dans la récession.

## **Nous sommes tous des grecs espagnols...**

Après la Grèce et la situation catastrophique infligée aux fonctionnaires mais aussi aux salariés et retraités, c'était au tour de l'Espagne déjà sinistrée par un chômage de masse d'annoncer une cure d'austérité radicale sous la pression de l'UE et des marchés. Pour le Fonds monétaire international (FMI), « c'est la meilleure voie pour renforcer la confiance des marchés ». Dans ce jeu de dominos capitaliste, le Portugal se retrouve à son tour la cible de la défiance des marchés, son gouvernement réagissant par un choc fiscal interne, avec un impôt extraordinaire sur les salaires et argumentant sur des « mesures cruciales pour rétablir la confiance et assurer le financement de l'économie ». Partout, pour « apaiser » des marchés qui créent leur propres paniques et spéculent maintenant même contre les Etats, les recettes sont les mêmes : réduction des dépenses publiques, de l'investissement public, des aides sociales... Nous en sommes à une nouvelle étape de la crise « systémique » du capitalisme. Après les banques, les entreprises, les états maintenant... S'il en était besoin, le nouvel épisode de la crise financière que n'en finissent pas de payer les travailleurs partout dans le monde est , comme l'a dénoncé vigoureusement le CADTM la « démonstration grandeur nature de la triple dangerosité du FMI, de l'Union Européenne et des marchés financiers ». Les tenants de la concurrence libre et non faussée sont toujours aux manettes pour justifier des « plans d'ajustement structurels » qui sont toujours des plans d'austérité, pour favoriser l'industrie financière, la spéculation

les agences de notation en se retranchant derrière une impuissance de la BCE qu'ils ont organisé. Plus que jamais la solidarité des salariés en Europe et dans le monde est à l'ordre du jour face à une même politique néo-libérale qui fait exploser le chômage, effondrer le pouvoir d'achat et accentuer les inégalités. C'est dans ce contexte que Sarkozy et le gouvernement Fillon poursuivent leurs offensives, sur les retraites, les Services publics, la fonction publique. C'est dans ce contexte que le MEDEF accentue la pression sur les salariés et continue de freiner sur des réponses aux conséquences de la crise, notamment pour les chômeurs de longue durée. Le mouvement social sera-t-il en mesure, syndicats, partis, associations, de reprendre la main sur le débat public, de s'organiser enfin efficacement contre les formes nouvelles d'offensive libérale ? C'est un des enjeux des appels comme celui à l'initiative d'ATTAC.Copernic qui se développe avec déjà plus de 50000 signatures et se concrétise par de nombreux meetings, la création de collectifs départementaux. La FSU doit y poursuivre et y intensifier son intervention en permettant à cette campagne unitaire d'occuper toute sa place. Des mobilisations collectives se poursuivent et se développent comme celles autour du collectif « pas de bébés à la consigne » (mobilisation des salariés de la petite enfance depuis plus d'un an, avec une nouvelle étape le samedi 29 mai), les Etats-Généraux de l'enfance le 26 mai, celles dans le cadre des Etats-Généraux du service Public, des Sans-papiers ou dans des entreprises : non, les salariés, les citoyens ne sont pas résignés, l'injustice sociale continue de provoquer colère et réactions et c'est bon signe. Le mouvement syndical se donnera-t-il enfin, oui ou non, l'objectif de faire échec aux « réformes » en cours, aux régressions majeures annoncées ? Avec la journée de grèves et manifestations du 27 mai, nous en serons, c'est vrai, à la quatrième grève de l'année, répétition de fait de stratégies qui ont montré leurs limites. Pour autant, le contexte social global (Grèce, retraites, annonces Fillon sur gel de trois ans des dépenses publiques) a progressivement rendue incontournable cette nouvelle journée pour CGT et même CFDT qui se seraient bien au départ contentées d'un « 1er mai de luttes et de revendications ». Les rodomontades de FO sur le 15 juin ont sans doute aussi un peu joué pour annoncer rapidement une décision intersyndicale. On l'a vu, même si la situation imposée par le gouvernement contraint à des concessions entre organisations, l'unité syndicale, moteur des luttes importantes, bute à la fois sur des divergences sur les revendications majeures (refus d'allongement de durée des cotisations, report de l'âge légal avec CFDT ou CGC...) , le refus des principales confédérations de préparer un véritable affrontement avec le gouvernement et des considérations bureaucratiques liées à la prochaine loi représentativité (FO). Pourtant, le calendrier annoncé par Fillon et Woerth imposait une nouvelle étape d'action, pour préparer l'affrontement inévitable au moment de la discussion de la loi. C'est bien à une logique de grève générale qu'il faut s'atteler et travailler, ensemble. Dans cette perspective le pire serait sans doute de ne rien faire et attendre... La journée unitaire du 27 mai, dans le cadre de laquelle la FSU appelle à la grève en y portant ses mandats, est une étape dans la construction du rapport de forces pour la défense des retraites. Elle doit s'inscrire dans un plan d'actions allant crescendo jusqu'à la discussion parlementaire en septembre. Objectif, donc, une grève réussie le 27 mai, notamment dans la Fonction publique. C'est un enjeu important pour la FSU dans tous ses secteurs. Dans l'éducation, les réformes et suppressions de postes se poursuivent, dans l'impuissance générale. Le bilan s'est encore alourdi, notamment avec la mise en oeuvre de la réforme de la formation. La stratégie gouvernementale a payé, s'appuyant sur les divisions entre organisations syndicales. Alors que la logique des attaques néo-libérales nous sautent à la figure, c'est encore des logiques catégorielles et étroitement sectorielles qui régissent les interventions ou attermolements syndicaux, y compris à l'interne de la FSU. Il aura ainsi fallu plusieurs semaines pour concrétiser la journée du 20 mai et c'est la FCPE qui aura été à l'initiative du boycott du CSE ! Pourtant, la destruction de la formation, qui préfigure la casse du statut et met à mal l'avenir de la profession, et de l'éducation tout entière, aurait mérité bien plus que cette journée ! Après une nouvelle diversion médiatique et au passage, une nouvelle offensive, sur les rythmes scolaires, Luc Chatel se paierait même le luxe de modifier sa méthode pour les 16 000 suppressions de postes à la rentrée 2011,. Au lieu de répartir les suppressions de postes d'abord au niveau national et ensuite dans les académies, il a demandé aux recteurs de trouver les marges de manoeuvre les plus adéquates dans chaque académie (postes de Rased non pourvus, taux de scolarisation des enfants de deux ans, nombre d'élèves par classe, économies d'échelle permises grâce à la réforme de la voie technologique, recrutement de vacataires pour le remplacement, résorption des surnombres dans le primaire par la diminution des places au concours, transfert des EVS/AVS aux associations...) pour ensuite agréger les remontées avant d'annoncer les arbitrages nationaux. Nouvelles divisions en perspective, y compris territoriales et de quoi faire réagir dans l'Education. Les actes de résistance collective continuent de se développer (contre le fichier Base-élèves, contre la mise en place de la nouvelle formation...), la FSU et ses SN doivent les soutenir activement et contribuer à les fédérer. De nouveaux rapports sur les « résultats de l'Ecole » (Institut Montaigne, Cour des

Comptes...) préparent l'opinion publique à de nouvelles réformes régressives (EPEP, évaluations des enseignants, mérite...). Ces attaques incessantes contre le système éducatif de la maternelle à l'université accentuent le tri social. Elles imposent qu'une action de grande ampleur ait lieu dans l'éducation : il faut d'ores et déjà envisager une action de grève à la rentrée, afin d'engager une lutte résolue contre les mesures de destruction mises en oeuvre par Chatel-Pécresse.

## A propos du projet de loi sur le voile intégral

Des lois, des décrets, ce gouvernement en aura fait beaucoup, toujours dans une même logique : restreindre les libertés publiques, stigmatiser, se protéger des effets de ses mesures anti-sociales. Ainsi de la loi sur les bandes ou sur l'absentéisme scolaire... Depuis plusieurs mois, on assiste à une véritable manoeuvre politico-médiatique autour du débat sur le voile intégral et à une surenchère qui conduit même à légiférer sur une réalité qu'on sait ultra-minoritaire. Alors que les menaces sur les retraites, sur les services publics, les plans de licenciements, la question des chômeurs en fin de droits pèsent sur des millions de femmes et d'hommes, il semble urgent de détourner leur attention, leur colère. Les responsabilités d'un système où certains spéculent, s'enrichissent, trichent, volent, tandis que des millions de femmes et d'hommes sont menacés de payer durement les conséquences sociales de « leur » crise économique et financière, ne sont pas interrogées par ceux qui s'inquiètent du pacte républicain, des libertés, de la cohésion sociale.. Cherchez l'erreur ! Dénoncer cette manoeuvre ne conduit pas à une quelconque défense ou même indulgence face à ce symbole obscurantiste qu'est la burqa. Après le débat nauséabond sur l'identité nationale, la persistance des discriminations qui touchent la population immigrée, la loi sur le voile intégral risque d'accroître les fractures, susciter des réactions de repli. La lutte contre les intégrismes religieux, pour l'émancipation des femmes, pour l'égalité est fondatrice de notre engagement. Mais ce n'est pas le recours à un arsenal juridique et chaque fois plus autoritaire contre une violence symbolique que l'on avance efficacement pour faire reculer l'intégrisme religieux et pour avancer vers l'émancipation de toutes les femmes. D'ailleurs, il est pour le moins suspect que les plus va-t'en guerre soient ceux là même qui rognent sur les droits des femmes, qui s'attaquent à la laïcité et font bon ménage (!) avec l'ordre patriarcal et l'ordre moral.